

6.5.1939

L'ESPAGNE FACE A SON NOUVEAU DESTIN

par ROBERT CHENEVIER, envoyé spécial de L'Illustration.

MAINTENANT que la guerre civile a été déclarée officiellement close et que peu à peu toutes choses rentrent dans l'ordre, il devient licite d'examiner un certain nombre de problèmes espagnols et notamment de déterminer dans quel sens s'orientera le nouveau destin de ce malheureux pays meurtri par plus de trente mois d'une lutte fratricide. Jusqu'à présent, toutes les forces nationales de l'Espagne avaient été bloquées en vue de la victoire finale. Le général Franco et ses conseillers ne cherchaient pas en effet à aller au delà de cette victoire et à prévoir la nature des temps futurs. Leur seule tentative sérieuse de politique intérieure, tentative qui du reste a été menée à bien, a consisté dans la formation d'un parti unique sous le signe de la Phalange. Mais ni la structure de l'Etat ni l'orientation économique et sociale de la nation n'ont été précisées ni même, peut-on dire, étudiées. Aujourd'hui encore, le général Franco et son gouvernement n'exercent le pouvoir civil et militaire qu'en vertu du droit qu'ils se sont eux-mêmes attribué en juillet 1936. En un mot, si le gouvernement espagnol actuel a un fondement positif et international du fait qu'il représente le seul pouvoir existant, par contre il n'a pas vis-à-vis du peuple espagnol de fondement juridique et politique. Sans doute répond-il au vœu sinon de la totalité de l'Espagne tout au moins de la plus grande partie du pays. Mais encore conviendra-t-il de normaliser rapidement l'expression de ce vœu, c'est-à-dire de donner un cadre légitime et légal à la vie politique espagnole.

SEPT SIÈCLES DE DOMINATION MORE

AVANT que de pousser plus loin cet examen de l'évolution possible de l'Espagne en reconstruction, il est indispensable, pour arriver à une saine compréhension des choses, de se pencher sur quelques pages capitales de l'histoire espagnole. Ces pages sont essentiellement celles qui ont trait à la domination des Mores sur la péninsule Ibérique. C'est en l'an 711 que les Berbères firent leur apparition sur le sol espagnol. Cette apparition fut foudroyante. Très promptement elle aboutit à la conquête totale de l'Espagne, débordant en

France par les Pyrénées et venant mourir aux portes de Poitiers, où moins d'un quart de siècle après Charles Martel arrêta l'invasisseur. Rejetés alors en Espagne, d'où ils se gardèrent bien de jamais déborder, les Mores s'établirent solidement dans les provinces du Sud et de l'Est, qui étaient les plus fertiles. Le long de la Méditerranée ils gagnèrent jusqu'à Tarragone. Ils s'établirent à Lérida, à Saragosse, poussant une pointe prononcée vers Burgos. A l'ouest ils occupèrent une partie de la Galice, mais n'allèrent pas plus avant en direction des côtes cantabriques. Durant sept cents ans environ, cette occupation ne devait pas subir de très notables variantes. Elle représente donc en fait l'absorption par le monde arabe de plus des deux tiers de l'Espagne. Or, que nous enseigne-t-elle ?

Tout d'abord, et sur le plan géographique, on constatera que la majeure partie de la Catalogne et la totalité des provinces basques ainsi qu'une fraction de la Navarre ont échappé à la domination arabe. Les races qui peuplaient ces provinces sont donc demeurées presque indemnes de tout contact sanguin avec le maître du pays. Si l'on ose dire, elles sont restées à l'état pur, alors que tous les habitants des régions vassalisées étaient contraints de subir des mélanges raciaux qui altéraient la pureté du sang originel et les métissaient. C'est pourquoi on retrouve aujourd'hui dans la grande masse du peuple espagnol tant de traits fondamentaux de caractère qui évoquent irrésistiblement le souvenir du conquérant arabe ou berbère. Comme le More, l'Espagnol a inné en lui un orgueil de grand seigneur, fût-il le plus pauvre des hommes. Comme lui aussi, il résiste mal à certains instincts primitifs, tout de cruauté. Comme lui encore, il est fanatique et ne conçoit la religion que sous l'aspect du fanatisme ; il est d'un individualisme farouche et irraisonné qui le conduit aux limites de l'anarchie intellectuelle. Comme lui enfin, dernier trait de ressemblance, il est volontiers indolent et supporte mal l'effort continu. Toutes ces caractéristiques, qui ont trait au noyau espagnol asservi par sept siècles de domination arabe, ne s'appliquent pas par contre et avec la même vigueur à l'Espagnol de souche catalane, basque ou navarraise. Certes, de-ci de-là on retrouve en commun des éléments fondamentaux qui tiennent à l'essence même de la race. Mais dans l'ensemble la différence est extrêmement sensible et elle s'exprime particulièrement dans l'aptitude et l'ardeur au travail, qui sont le propre des Catalans, des Basques et des Navarrais.

De ce premier groupe de faits une observation se dégage. De tout temps la Navarre, la Catalogne et les provinces basques ont joui dans l'Etat espagnol d'un régime intérieur privilégié. Sans aller jusqu'à l'autonomie absolue, ce régime leur garantissait des libertés et des droits spéciaux. Cela explique qu'aujourd'hui, où toutes les notions et définitions politiques ont évolué, ces provinces, et plus particulièrement deux d'entre elles, soient nettement séparatistes. Elles ont conscience, en effet, de la plus-value que leur donnent par rapport aux autres régions espagnoles leur aptitude naturelle au labeur quotidien et le haut degré de développement économique qui en est résulté. Elles n'ignorent pas que sans elles tout le reste de l'Espagne ne pourrait vivre que d'une

vie précaire et en quelque sorte amoindrie. De cette supériorité elles entendent, légitimement, semble-t-il, tirer bénéfice. Libéralement, ce bénéfice, la République espagnole le leur avait consenti. Dès le début de son mouvement, le général Franco n'a pas caché que s'il était victorieux il le leur retirerait. L'Espagne, a-t-il dit, doit être « une ». Cette déclaration d'unité lui a ôté notamment l'adhésion des provinces basques, où fraternellement unis, pour si paradoxal que cela puisse paraître, catholiques farouches et communistes zélés ont combattu côte à côte contre les troupes nationalistes.

Il est malaisé de se dissimuler que ce problème de l'unité de l'Etat espagnol dans sa structure sera des plus délicats à résoudre si le général Franco maintient aussi fermement son point de vue doctrinal. Ni en Catalogne ni dans les provinces basques l'esprit autonomiste n'est mort. Il se mettra peut-être en veilleuse durant les années qui seront nécessaires à la reconstruction des économies catalane et basque, cruellement atteintes. Mais il est hors de doute que lorsqu'elles seront normalisées — ces économies représentent 80 % de la richesse active de l'Espagne — et que les deux provinces auront retrouvé leur prospérité de jadis un réveil du séparatisme se produira.

Mais il est une autre conséquence de l'occupation more qui mérite d'être retenue et signalée. Jamais les musulmans ne réussirent à imposer complètement leurs lois à l'Espagne envahie. Sans cesse ils étaient harcelés, selon la formule classique de la guérilla, par les Espagnols de l'Espagne catholique. Aussi prirent-ils l'habitude dès le IX^e siècle de pratiquer tous les ans ou tous les deux ans aux frontières de la zone qu'ils occupaient des expéditions punitives qui étaient en fait de véritables razzias. Ainsi que l'écrivit M. Louis Bertrand, de l'Académie française, dans son remarquable ouvrage *Histoire d'Espagne*, « il suffisait aux califes d'avoir affaibli et affamé l'adversaire, d'avoir mis entre eux et lui une véritable zone désertique en détruisant les arbres et les récoltes, en brûlant et en saccageant les habitations, en rasant le sol jusqu'au tuf après l'avoir copieusement razzié ». Ce saccage systématique de certaines régions de



La péninsule Ibérique en 757, vingt-cinq ans après la bataille de Poitiers.

Refoulés par les Francs au delà des Pyrénées, sauf à l'extrême est, les Mores sont alors au summum de leur puissance territoriale.



L'Espagne more en 1096 et les royaumes catholiques de Castille, de Navarre et d'Aragon.

Refoulés par les chrétiens, les Mores ont dû abandonner la Haute-Navarre et la presque totalité de la Catalogne.

IL PLEUT BERGÈRE !...

J'ne voudrais pas être accusé de reprendre à mon compte la thèse des futuristes, qui affirmaient que pour assurer le progrès des arts il était indispensable de brûler tous les musées, mais je suis bien obligé de constater que dans le domaine de l'architecture — pour ne citer que celui-là — la tradition écrasante du classicisme nous conduit parfois à de singuliers illogismes.

J'assistais ces jours-ci à une soirée de gala donnée au palais de Chaillot. La pureté et la sobriété des lignes de ce nouveau monument ont été louées comme il convient par tous les critiques d'art. Mais ce soir-là j'ai senti naître en moi un léger doute sur l'infailibilité des canons architecturaux que nous a légués l'antiquité.

Une longue procession d'automobiles déversaient sur le trottoir un flot de belles dames et de beaux messieurs. Malheureusement il pleuvait à torrents et les spectateurs avaient à franchir un lac très étendu, puis à gravir sous l'averse les marches du perron avant d'atteindre un hall hospitalier. Et c'était une vision bien attristante que celle de ces toilettes et de ces coiffures délicates cinglées par l'eau et de ces petits souliers de satin ou de ces sandales d'or ou d'argent irrémédiablement détrempés après cette longue traversée.

Un Huron que le hasard aurait amené en ces lieux aurait été suffoqué de l'imprévoyance des gens civilisés, qui transforment à grands frais leurs compagnes en fragiles poupées de luxe et n'hésitent pas à leur jeter un seau d'eau sur la tête avant de les présenter à leurs amis. Ce spectacle était vraiment intolérable pour tout homme doué de bon sens et de raison.

C'est que la notion de palais, de temple ou de théâtre nous vient, pédagogiquement, de la civilisation grecque ou égyptienne, c'est-à-dire de régions dont le climat est très différent du nôtre. Quelles que soient les variations extérieures qu'ils exécutent sur ce thème, nos architectes reconstruisent toujours des Parthéons sans se soucier de l'adhésion du soleil et des nuages. Or, les problèmes qu'avaient à résoudre les architectes de l'Acropole n'avaient rien de commun avec ceux qui s'imposent aux techniciens parisiens qui édifient une salle de spectacle assaillie pendant la majeure partie de l'année par la neige et la pluie. Trop littérairement nos bâtisseurs de palais dégagent leurs majestueuses façades pour permettre au « peuple saint, en foule, d'inonder les portiques ». Hélas ! nos hivers pluvieux se chargent d'inonder d'une autre manière et les portiques et le peuple saint.

Les architectes modernes devraient donc prévoir sur les flancs ou l'arrière des monuments publics de vastes voies d'accès couvertes apportant aux visiteurs arrivant en voiture la certitude d'entrer dans la salle sans recevoir une seule goutte d'eau. Garnier a résolu le problème pour les abonnés de l'Opéra, mais les humbles mélomanes qui descendent de taxi devant la grande façade de notre Académie nationale connaissent la même disgrâce que le public du palais de Chaillot.

Quand nous déciderons-nous à adapter résolument nos théorèmes artistiques à nos besoins essentiels ? Les villages trouvent d'instinct le style architectural qui convient à leur climat. La forme des toits, l'épaisseur des murs, la place et la dimension des fenêtres obéissent à des directives fixées par une longue expérience. Dans les villes rien de semblable. La construction d'un immeuble est dominée par des préoccupations trop souvent étrangères à cette sagesse élémentaire. C'est un jeu savant qui s'exécute sur le papier. Plus il est ingénieux dans ses détails et plus il se désintéresse des principes fondamentaux qu'il devrait respecter. En tout cas, la conception du théâtre de luxe qu'il faut gagner à la nage constitue un illogisme qu'il est nécessaire de dénoncer pour l'honneur de la technique architecturale de notre temps.

LE SEMAINIER

L'HISTORIEN DE LYON

CHACQUE fois que par le jeu des éphémérides s'évoquent les grands événements ou les hautes figures du passé, nous voyons la production éditoriale s'associer aux manifestations commémoratives. Même, le plus souvent, les livres prennent une avance sur les cérémonies, les discours et les fêtes. En cette année 1939, qui marquera le cent cinquantième anniversaire de la Révolution, des ouvrages paraissent ou s'annoncent qui ont choisi le thème révolutionnaire. Mais bien peu limitent leurs études à l'aube des généreux espoirs et des fraternelles illusions. 1793 s'oppose en nuit et en sang aux couleurs d'aurore de 1789. La Déclaration des droits de l'homme apparaissait comme le nouvel évangile social sous le signe des philosophes et de Rousseau, mais la fatalité des évangiles est d'être interprétés par les hommes et appliqués par leurs passions. Cette vérité de tous les temps de l'histoire trouve une illustration dans le martyre lyonnais de 1793 et 1794, tragédie en diptyque où l'on voit mourir une ville : *Lyon n'est plus*.

J'ai rappelé le titre du grand ouvrage de M. Edouard Herriot, cet immense travail dont l'information documentaire enrichit déjà trois volumes. (Hachette, édit.). Dans le premier, nous avons vu s'opposer à Lyon, avec un équilibre de forces, les modérés et les jacobins. Le tome second nous jette dans la tragédie de la guerre civile en deux actes dont la conclusion sera la condamnation à mort et la mutilation de la magnifique cité rhodanienne. L'atrocité des guerres civiles d'aujourd'hui peut nous faire mieux comprendre les fureurs implacables d'il y a cent cinquante ans.

Au printemps de 1793, quand la Montagne, à Paris, triomphe de la Gironde, Lyon prend la tête du mouvement contre-révolutionnaire. La nation sera-t-elle coupée en deux alors que nos frontières sont attaquées de toutes parts ? Des tentatives de conciliation ont lieu entre Paris alarmé et Lyon, qui ne veut point se soumettre aux directions de la capitale. Aucun accord possible. Kellermann vient assiéger Lyon. Il pénètre après trois mois dans la ville réduite par le feu et la famine. Mais la répression devait laisser dans l'histoire une page d'horreur. Exécutions en masse, mitraillades. « Boucherie horrible », prononce M. Herriot. Avec une écriture impartiale, mais où l'on discerne un cri de douleur, le maire actuel de Lyon nous montre l'agonie de cette grande ville détruite dans ses pierres, dans ses êtres, jusque dans son âme. Constamment, de Lyon ravagé par la Terreur l'historien nous transporte à Paris, à la Convention, surtout dans ce Comité de salut public, où Robespierre prenait les décisions qu'appliquaient sauvagement Collot d'Herbois et Fouché. De ces deux personnages l'historien a tracé des portraits directs qui ne comporteront plus de retouches.

A maintes reprises, M. Edouard Herriot a dit sa profonde horreur de la guerre civile, la plus hideuse, la plus inexpiable de toutes les guerres. Les scènes enchaînées dans son livre, les documents exhumés par lui donnent une illustration multiple à la pensée qui a guidé son travail. Il condamne en historien les démagogues comme il les a condamnés dans ses propos d'homme public. Il sépare dans la Révolution les hommes qu'exaltait, jusque dans l'erreur et dans l'excès, leur foi politique — un Châlier, un Robespierre — des êtres d'ambitions et de haine, déshonorant par les plus basses cruautés l'idée qu'ils prétendaient servir.

Sans doute l'auteur montre les difficultés intérieures et extérieures qui commandaient alors le raidissement du pouvoir. Mais le pouvoir n'est plus que tyrannie quand il se délègue aux indignes, et toujours les exécutions monstrueuses ont renversé leur but. Fouché, Collot d'Herbois ont, par l'excès démagogique, trahi leur mission, donc la nation. Dans son livre très objectif, l'auteur ne veut faire que de l'histoire. Mais l'histoire qui élève pour la postérité certains hommes en cloue d'autres au pilori.

ALBÉRIC CAHUET.



DES JARDINETS DES INVALIDES AUX JARDINS DE L'ÉLYSÉE

APRÈS la publication dans *L'Illustration* du 15 avril d'un article sur l'Élysée et de nos photographies montrant M. Albert Lebrun se promenant dans le parc présidentiel avec ses petits-enfants, nous avons reçu du commandant M. Séguin, ancien adjoint au commandant militaire des Invalides, les intéressantes précisions suivantes :

« Je suis certain que M. Lebrun, comme tout le monde d'ailleurs, ignore que les rosiers de ses parterres puisent leur sève dans une terre maintes fois tournée et retournée par les grognards de l'Empereur ou par les vétérans des guerres d'Afrique, de Crimée, d'Italie, du Mexique ou de celle de 1870. Ce petit point d' « histoire jardinière » est amusant à fixer.

» Nombre de Parisiens se souviennent que sur les côtés latéraux de l'avant-cour de l'hôtel des Invalides, le long des fossés est et ouest qui la bordent, il y avait, voilà une quinzaine d'années, deux allées d'ormes plantés vers 1750. Entre les arbres, de chaque côté des deux allées, on avait aménagé, vraisemblablement dans les toutes premières années du XIX^e siècle, des jardinets destinés aux pensionnaires de l'hôtel. Plusieurs générations de ces vieux braves avaient cultivé ces petits jardins et avaient passé là des heures tranquilles.

En 1920, la plupart des arbres des deux allées de 1750 étaient morts ; les autres, souffreteux, rabougris, dépérissaient d'année en année. D'autre part, les mutilés de la grande guerre

hospitalisés à l'hôtel, trop infirmes pour se livrer au moindre travail de jardinage, n'avaient pas demandé la concession des jardinets qui avaient tant distrait leurs prédécesseurs ; abandonnés, ceux-ci présentaient un aspect misérable. L'ensemble était lamentable.

» En 1924, adjoint au commandant militaire des Invalides, j'étais navré de voir un pareil état de choses. Je demandai donc au général Gouraud, gouverneur militaire de Paris, de rétablir l'avant-cour de l'hôtel dans son état primitif, tel que l'avait conçu Libéral Bruant. Dans les archives du Musée de l'armée je trouvai une gravure datant de 1690 et la soumis au général. Celui-ci approuva mon idée et je fus chargé d'exécuter le travail, car ni l'autorité militaire ni l'administration des beaux-arts n'avaient les fonds nécessaires pour la réfection des allées. Le gouverneur mit à ma disposition une corvée de quelques militaires du bataillon caserné dans l'hôtel. Durant l'hiver 1924-1925 une centaine d'arbres morts ou mourants furent abattus, les jardinets rasés et deux terre-pleins furent aménagés et garnis avec les canons qui encombraient à cette époque la cour d'honneur. C'est cet ensemble ainsi créé que l'on voit actuellement de l'esplanade.

» Quant à la terre des jardinets, je ne savais qu'en faire ; mais le jardinier-chef des palais nationaux, M. Guillaume, en débarrassa l'avant-cour en la demandant pour l'Élysée. C'est ainsi qu'environ 1.000 à 1.200 mètres cubes de terre qu'avaient bêchée et retournée les vétérans des guerres du XIX^e siècle furent transportés dans les jardins de la présidence. »